



Titre: Les savoirs du sud associés à la gestion de l'agriculture écologique au Sénégal

Auteurs: Alioune Badara Thiam

Revue: *Anthropologie des savoirs des Suds*, numéro 2

Dossier: Le rôle des savoirs du Sud dans la durabilité humaine, écologique et planétaire

Numéro dirigé par Obrillant Damus (Université d'État d'Haïti, Université de Sherbrooke, Université Laval), Christine Focquenoy Simonnet (Université Lille 2), Chen Qiang (Université de Sanya), Joseph P. Saint-Fleur (Académie de Lille), Catherine Thomas (Association Comprendre et Soigner en Situation Transculturelle), Renata de Melo Rosa (Instituto Maria Quitéria)

Éditeur: Les Éditions de l'Université de Sherbrooke (ÉDUS)

Année: 2025

Pages: 165 - 186

ISSN: 2817-4070

URI: <https://hdl.handle.net/11143/23281>

DOI: <https://doi.org/10.17118/11143/23281>

 Cet ouvrage est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons [Attribution 4.0 International](#).

LES SAVOIRS DU SUD ASSOCIÉS À LA GESTION DE L'AGRICULTURE ÉCOLOGIQUE AU SÉNÉGAL

Alioune Badara Thiam

alioune.badara.thiam@umontreal.ca

Résumé : La plupart des projets de recherche-action en agriculture ont longtemps contribué à maintenir une injustice épistémique dans les pays du Sud, en faveur de l'épistémologie du Nord. Cette tension épistémique demeure souvent problématique : d'un côté, les communautés locales disposent d'une connaissance tacite de leur environnement agricole, comme objet de réflexion ; de l'autre, certains chercheurs, influencés par des stéréotypes scientifiques, sous-estiment souvent ces groupes sociaux et rejettent leurs savoirs. Ce déséquilibre peut compromettre la participation des communautés locales dans la conception des pratiques techniques auxquelles les acteurs locaux sont confrontés dans leurs actions quotidiennes. Ainsi, au Sénégal, pour soutenir l'adoption de pratiques moins intensives, les projets agroécologiques intègrent les savoirs locaux. Favorisée par un dialogue entre chercheurs et communautés locales, autrefois opposés, cette collaboration transdisciplinaire en agroécologie, alliant connaissances scientifiques et savoirs du Sud, est essentielle pour garantir que les solutions proposées soient plus adaptées aux réalités du territoire.

Mots clés : Agroécologie - Savoirs locaux - Justice sociale - Justice épistémique - Communautés locales.

Abstract: Most action-research projects in agriculture have long contributed to maintaining an epistemic injustice in the Global South, favoring Northern epistemologies. This epistemic tension often remains problematic: on one hand, local communities possess tacit knowledge of their agricultural environment, which they have turned into a subject of reflection; on the other hand, some researchers, influenced by scientific stereotypes, often underestimate these social groups and disregard their knowledge. This imbalance can undermine the participation of local communities in the design of technical practices, that local actors encounter in their daily activities. In Senegal, to promote the adoption of less intensive practices, agroecological projects integrate local knowledge. Facilitated by a dialogue between researchers and local communities, previously opposed, this transdisciplinary collaboration in agroecology, combining scientific knowledge and knowledge from the Global South, is essential to ensuring that the proposed solutions are better tailored to the realities of the territory.

Keywords: Agroecology - Local knowledge - Social justice - Epistemic justice - Local communities

Introduction

L'objectif de cet article est de montrer que les projets agroécologiques au Sénégal intègrent les savoirs locaux dans une démarche de durabilité écologique, contribuant ainsi à réduire l'injustice épistémique entre les connaissances scientifiques et les savoirs du Sud. En observant l'évolution des relations entre chercheurs et acteurs locaux au Sénégal, il devient évident que les projets agroécologiques ont favorisé une réconciliation de ces savoirs dans un cadre de collaboration. De plus, d'autres recherches réalisées dans plusieurs pays du Sud montrent que les « savoirs endogènes » sur les ressources et les environnements naturels sont étroitement liés aux contextes, aux pratiques locales et aux différents acteurs qui les mettent en œuvre (Verdeaux *et al.*, 2019 ; Ndiaye, 2021).

En effet, une problématique récurrente, qui fut longtemps source de conflits entre les chercheurs et les acteurs locaux, concerne l'injustice épistémique opposant les connaissances scientifiques aux savoirs du Sud (Ndiaye, 2021). Toutefois, cette tension est aujourd'hui en grande partie résolue dans le cadre de la durabilité écologique en agriculture au Sénégal (Thiam, 2024).

D'un côté, les communautés locales possèdent une expérience approfondie de leur environnement et ont développé, au fil du temps, des réflexions riches sur leurs réalités. De l'autre côté, les chercheurs, influencés par leurs préjugés et représentations mentales, tendent parfois à discréderiter ces savoirs du Sud en les considérant comme de simples opinions (Godrie *et al.*, 2020 ; Ndiaye, 2021). Des crises multiples qui marquent notre époque soulignent, d'une part, l'importance d'une recherche appliquée aux dimensions variées, d'une recherche ancrée dans les communautés, de la recherche-action participative et de la co-création de savoirs (Tawil, 2020). D'autre part, une analyse historique des injustices ressenties par ces populations montre l'évolution de diverses solutions, qu'elles soient distributives, procédurales ou épistémiques (Ba *et al.*, 2023), notamment à travers des projets agroécologiques au Sénégal.

L'agroécologie, en tant que science, s'est imposée comme une théorie critique remettant fondamentalement en question l'agriculture industrielle (Cordeiro, 2021). Elle offre ainsi des bases conceptuelles et méthodologiques solides pour un développement alternatif et durable (Petersen, 2014). Ses principes cherchent à créer des systèmes agricoles productifs, résilients et respectueux de la biodiversité. En favorisant le recyclage des nutriments, la diversification des cultures et la régénération des sols (Delcourt, 2014 ; Simon, 2021), l'agroécologie encourage des pratiques durables (Altieri *et al.*, 2020 ; Bottazzi *et al.*, 2024) tout en préservant les ressources naturelles (Sylvestre, 2023).

Loin de se limiter à une simple théorie, l'agroécologie propose un « catalogue de pratiques » qui inclut des méthodes agricoles comme l'agroforesterie, l'agriculture de conservation, les polycultures et la lutte biologique contre les parasites. La gestion de l'eau, en particulier, joue un rôle central dans l'agriculture durable, avec des techniques visant à optimiser l'usage de l'eau tout en préservant sa qualité (Nations Unies, 2015). Parmi ces pratiques, les systèmes d'irrigation efficents, tels que l'irrigation goutte-à-goutte ou localisée, permettent de fournir l'eau directement aux plantes en minimisant le gaspillage (Sylvestre, 2023). De plus, le stockage des eaux de pluie pour l'irrigation est une stratégie clé pour faire face aux sécheresses et aux conditions climatiques défavorables (Danano, 2008). Ces pratiques s'inspirent des processus naturels, réduisent les intrants externes et s'engagent à restaurer et protéger les écosystèmes terrestres et marins, tout en luttant contre le changement climatique (Delcourt, 2014).

L'agroécologie, une dynamique sociale façonnée par les mouvements sociaux

Bien qu'elle soit souvent perçue simplement comme une logique de progrès technique légitimée par les crises (Chiffolleu et Paturel, 2018 ; Gning et Sène, 2022), l'agroécologie reflète en réalité les transformations des sociétés contemporaines (Touzard, 2018 ; Gning et Sène, 2022). Elle a également été reprise et développée par les mouvements sociaux ruraux, particulièrement en Amérique latine (Rosset et Martínez-Torres, 2012). L'émergence de l'agroécologie, où les savoirs locaux occupent une place prépondérante, découle de divers mouvements qui ont pris forme dans les années 1990 (Prévost et al., 2014). Ainsi, Machín Sosa et al., (2010) notent de manière similaire que pour les mouvements sociaux, le concept d'agroécologie dépasse largement des seuls principes écologico-productifs (FAO, 2013). Ils soulignent que la transition agroécologique va au-delà de simples modifications des techniques agricoles de base, en mettant en évidence la dimension éthique et les valeurs culturelles des savoirs locaux des communautés. De ce fait, l'agroécologie est naturellement devenue une réalité sociale combinant des aspects techniques et écologiques avec de multiples principes sociaux et politiques, visant à soutenir l'autonomie des agriculteurs et à améliorer leurs conditions de travail (Seck et al., 2021). Les mouvements sociaux initiateurs de l'agroécologie promeuvent également des principes éthiques tels que la gestion de l'environnement, la souveraineté alimentaire, d'autres valeurs vertueuses traditionnelles (Seck et al., 2021 ; La Vía Campesina, 1996). Cette dynamique a permis la diffusion du mouvement agroécologique, qui, en partant du Brésil, est devenu étroitement associé à la défense de l'agriculture familiale paysanne en tant que fondement d'un développement rural durable. Il s'est également affirmé comme un domaine de contestation sociale dans la société et de protection des legs ancestraux, plaident en faveur de la justice sociale en milieu rural (Netto, 2021). En résumé, l'agroécologie se construit également sur la base des exigences en matière d'égalité et de

justice sociale, ainsi que sur la reconnaissance, le dialogue et la valorisation des peuples et de leurs cultures, savoirs et modes de vie.

L'agroécologie à la croisée des savoirs scientifiques et locaux

Historiquement, les savoirs relatifs à l'agriculture sur le continent africain ont toujours été marqués par la relation de domination entre le système colonial et le système coutumier local, notamment depuis l'introduction de l'aménagement du territoire par l'administration coloniale (Ba *et al.*, 2023). Une telle situation a longtemps été subie par les « autochtones » déplacés en raison de l'aménagement d'espace en construction, mais aussi vécue par les familles détentrices de terres. C'est une première étape du manque de reconnaissance par les autorités administratives coloniales de la capacité du système coutumier à gérer ses ressources humaines, écologiques et son territoire (Ba *et al.*, 2023). Or, les relations que l'humain entretient avec l'environnement sont vécues différemment selon les ontologies des sociétés humaines (Sarr, 2021).

Ce même constat semble se reproduire dans la plupart des projets de développement communautaire mis en place dans les pays dits en « développement » ou pays du Sud, au lendemain des indépendances marqué par un manque de reconnaissance des savoirs locaux et l'absence de participation des communautés locales (Ba *et al.*, 2023). Les savoirs du Sud ont été largement relégués à une position inférieure par rapport aux connaissances scientifiques (Fricker, 2007 ; Godrie *et al.*, 2020). De ce fait, certains travaux de recherches appliquées ont critiqué la faible marge de manœuvre accordée aux communautés locales dans les processus de décision, même dans des initiatives se réclamant de la « gouvernance participative » mises de l'avant à partir des années 2000 par les « développeurs » (Calvès, 2009 ; Daré et Ba, 2023).

Dans certains projets écologiques, les réalités sociales peuvent parfois être négligées au profit d'autres aspects tels que les dimensions environnementales ou économiques. L'agroécologie se manifeste dans la sphère politique comme un enjeu de justice environnementale en lien avec le développement durable. Par ailleurs, cette justice environnementale, d'une part, semble être finalement un sujet de réflexion éthique sur la responsabilité de protéger l'environnement, mais aussi sur la liberté des populations de pouvoir déterminer les actions (Bazin, 2019) et, d'autre part, implique le principe d'équité sociale dans la gestion de services écosystémiques comme bien commun (Hardin, 1968).

L'idéologie dominante à l'heure actuelle est celle de la justice comme équité, que formule John Rawls (2001). Selon lui, une société juste est donc une société qui accorde à chaque individu les mêmes libertés et les mêmes droits d'accéder aux différentes positions sociales (Cotelette, 2009) et qui, ensuite, distribue les biens valorisés de façon à maximiser la situation des plus défavorisés. De surcroit, cette justice sociale « ne peut pas rester indifférente aux vies que mènent réellement les gens » (Perrin, 2011). Elle s'exprime dans la réalité concrète de la personne, la possibilité aux groupes de faire des choix et d'être capables de se positionner à chaque situation (Perrin, 2011). C'est pourquoi le concept de justice sociale (Fraser, 2005) implique les notions de participation, reconnaissance, redistribution pour donner la voix aux acteurs locaux, et rééquilibrer les rapports de pouvoir entre les différents types de savoirs.

À cet effet, réduire l'injustice épistémique permet non seulement de figurer la complexité des interactions entre les communautés et leurs environnements, selon les acteurs, mais également de rendre compte des différences de niveau et de nature des savoirs entre ces divers types d'acteurs locaux. Dès lors il faut prendre conscience de la pluralité de savoirs, de la différence des points de vue et des systèmes de valeurs et de pratiques, des contraintes et des conditions territoriales, afin d'éviter de créer localement de nouvelles tensions et d'introduire une innovation inadaptée aux limites du terrain (Daré, et al., 2023).

En effet, longtemps considérés comme irrationnels et inférieurs (Ndiaye, 2021), les savoirs locaux doivent désormais être intégrés par le biais de réseaux transdisciplinaires participant à la recherche pratique et à l'échange de connaissances (Compagnone et al., 2018). Pour Lacey (2015), il n'est pas possible de parvenir à une transition agroécologique réussie sans prendre en compte l'expérience des agriculteurs ainsi que leurs conditions de vie. Les agriculteurs détiennent souvent des connaissances éprouvées, telles que la sélection de graines pour qu'elles demeurent des ressources régénératives renouvelables et les techniques pour conserver la biodiversité. Dans cette lignée, l'approche en agroécologie exige une reconnaissance accrue des savoirs locaux, traditionnels et autochtones, modifiant ainsi la dynamique traditionnelle des prises de décision (Rosset et al., 2014). De fait, les initiatives agroécologiques impliquent un dialogue entre différents savoirs : les connaissances scientifiques ne doivent pas s'opposer aux connaissances paysannes locales, mais plutôt collaborer, car ces dernières sont essentielles à l'expansion de l'agroécologie (Côté, 2014). Ce dialogue des savoirs est une construction collective de significations basée sur des échanges entre des approches différentes, conduisant souvent à des processus de recontextualisation et de « resignification » des savoirs (Rosset et al., 2014).

Ainsi, l'agroécologie nécessite des partenariats entre gouvernements, organisations non gouvernementales et communautés locales pour atteindre ses objectifs, impliquant une collaboration transdisciplinaire, voire intersectorielle. Selon la FAO, ce principe requiert non seulement la mobilisation et le partage des connaissances, mais également la coexistence

de plusieurs « régimes de vérité », contrecarrant l'idée de la monoculture des savoirs scientifiques occidentaux (Damus, 2020). Dans cette démarche collaborative, certains auteurs évoquent la possibilité du dialogue entre différentes formes de connaissances agricoles issues des communautés locales et de la science agronomique (Richelle et al., 2018). Selon les directives de la FAO, l'agroécologie reconnaît explicitement la valeur de la recherche participative, considérant les agriculteurs comme détenteurs de savoirs, co-chercheurs et innovateurs, et mobilisant des compétences techniques locales et des connaissances scientifiques. La mise en application de l'agroécologie doit alors s'accompagner d'un réseautage et d'un partage de connaissances de part et d'autre. À cet effet, les programmes de sensibilisation et de formation sont souvent intégrés pour permettre aux agriculteurs d'acquérir des bases sur l'agroécologie, favorisant également la mise en commun de la production et de la distribution des produits (Jolin, 2015).

Certains principes agroécologiques se sont même inspirés des réalités locales, car les communautés locales ont une expérience de longue date et en ont fait un sujet de réflexion important (Rosset et Martinez-Torres, 2014). Dès lors, la pertinence sociale de l'agroécologie réside dans la déconstruction de la science agronomique pour reconstruire une science alternative basée sur les savoirs locaux (Compagnone et al., 2018), intégrée dans des systèmes de connaissances agricoles interdisciplinaires et transdisciplinaires (Faris et al., 2021).

Aspects méthodologiques

Le choix de la démarche qualitative

Cette recherche s'inscrit dans le cadre d'un travail de mémoire de maîtrise intitulé « Les dimensions sociales des projets agroécologiques en agriculture au Sénégal : le point de vue des acteurs de terrain ». Elle a privilégié une méthode qualitative, adaptée à l'exploration des perceptions des acteurs de terrain sur l'agroécologie au Sénégal, notamment les agriculteurs, agricultrices et promoteurs de projets. La collecte de données s'est appuyée sur des entretiens semi-directifs, offrant une liberté d'expression aux participants et favorisant des interactions contextualisées. Ces questions ont été conçues pour examiner l'implication des savoirs locaux dans les projets agroécologiques. En complément de nos entretiens, une analyse documentaire portant sur la conception des projets et des rapports a été réalisée afin d'apporter des réponses aux questions de recherche.

L'échantillonnage

L'objectif de cette recherche était de s'adresser à des acteurs clés de l'agroécologie au Sénégal. La sélection des participants a nécessité une approche proactive en mobilisant des réseaux comme la DyTAES¹, qui regroupe divers acteurs impliqués dans l'agroécologie. Des collaborations ont été établies avec le Cirad², engagé dans la transition agroécologique au Lac de Guiers, et Enda Pronat³, reconnu pour son leadership en agriculture écologique. Quatre entretiens ont été réalisés avec des représentants du Cirad, d'Enda Pronat, et une chercheure impliquée dans les projets de la Caritas⁴. Des contacts ont également été établis avec des représentants d'organisations paysannes dans les régions de Podor, Fatick et Bignona, facilités par la DyTAES. Toutefois, des entretiens prévus avec des agents de l'État n'ont pas pu être menés en raison de leur réticence.

Par ailleurs, certains entretiens issus de mon mémoire de maîtrise, ont été repris. Afin de préserver leur anonymat, des noms fictifs ont été attribués aux participants. Parmi eux figurent :

- **Serge** : Chercheur au Cirad et chef de projet sur la transition agroécologique, titulaire de deux masters et d'un doctorat. Actif depuis 2008 au Cirad, il contribue à l'amélioration des pratiques agroécologiques via la modélisation et la simulation.
- **Laye** : Coordonnateur d'Enda Pronat dans la zone nord depuis 2020, diplômé en planification économique.
- **Habsatou** : Responsable des activités de genre d'Enda Pronat à Podor, titulaire d'un master en sociologie, avec un mémoire portant sur l'accès des femmes au foncier dans le cadre de la transition agroécologique.
- **Fatou** : Âgée de 60 ans, présidente d'un GIE de femmes à Fatick. Agricultrice et transformatrice de céréales locales ainsi que de fruits et légumes biologiques, elle collabore avec les ONG dans la promotion de l'agriculture dans sa communauté.
- **Moussa** : Âgé de 71 ans, agropasteur, riziculteur à Bignona et secrétaire général d'une ONG nationale, co-fondateur de la DyTAES et fervent défenseur des exploitations familiales.

1. DyTAES : Dynamique pour une Transition Agroécologique au Sénégal.

2. Cirad : Centre de coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement.

3. ENDA PRONAT : Environnement Développement Action pour la Protection Naturelle des dytaexTerroirs.

4. CARITAS : Confédération internationale d'organisations catholiques.

Au-delà des entretiens, des documents de projets, rapports d'évaluation et ressources accessibles en ligne provenant du Cirad, d'Enda Pronat, de la DyTAES et du GRET ont été collectés et analysés. Ces documents, en grande partie disponibles en accès libre, ont permis d'appuyer la réalisation des objectifs de la recherche.

Les défis de la collecte des données

La complexité de mener des enquêtes pendant la pandémie de COVID-19 a suscité de nombreuses réflexions sur les défis rencontrés lors des enquêtes à distance, nécessitant l'adoption de méthodes en ligne telles que les entretiens virtuels, les questionnaires et l'analyse de documents. Traditionnellement axée sur l'immersion sur le terrain, la recherche qualitative a dû s'adapter aux restrictions sanitaires. Certains recommandent, entre autres, le partage anticipé de la grille d'entretien pour préparer les participants (Galimberti, 2021), tandis que d'autres notent que les entretiens à distance favorisent l'expression libre, réduisant la crainte de « perdre la face » (Lévy-Guillain *et al.*, 2022), tout en facilitant la reprogrammation avec des interlocuteurs occupés. Ces ajustements ont enrichi les interactions et permis de surmonter les contraintes liées à la distance.

Le déroulement de l'enquête

La collecte des données s'est déroulée en mai 2024, avec des entrevues individuelles de 20 à 30 minutes, réalisées par vidéoconférence ou appel téléphonique, et enregistrées avec l'autorisation des participants. Une grille d'entretien structurée autour de thématiques clés (agroécologie, savoirs traditionnels, équité de genre, économie solidaire, défis des projets) a guidé les échanges. Les entretiens ont été perturbés par des interruptions fréquentes, des environnements bruyants et des connexions internet instables, nécessitant parfois des reprogrammations. Les professionnels ont été contactés via Zoom ou Google Meet, tandis que les agriculteurs ont été joints par appels téléphoniques ou WhatsApp. Pour maintenir l'intérêt des participants, un guide flexible et des techniques empathiques ont été utilisés, facilitant des échanges interactifs et sincères.

La transcription et l'analyse de contenu

Les entretiens, parfois réalisés en Wolof, ont été transcrits manuellement avec Microsoft Word, relus et traduits en français avec l'aide d'une collègue experte pour garantir la fidélité culturelle et linguistique des propos. Un pseudonyme a été attribué à chaque participant pour préserver l'anonymat.

À l'aide de Microsoft Word, un système de codage a été utilisé pour identifier les convergences, divergences et extraits pertinents, synthétisés dans des tableaux. Cette méthodologie a facilité l'intégration des données empiriques et des documents de référence des projets, permettant des constats et interprétations cohérentes.

L'intégration des savoirs du Sud dans l'agroécologie : constats et manifestations sur le terrain

La mise en œuvre des programmes agroécologiques s'adapte de plus en plus au contexte territorial et prend en compte les spécificités locales, tout en étant constamment affinée avec la participation de tous les acteurs (Seibert et al., 2019). Au Sénégal, un fort accent est mis sur la revitalisation des savoirs traditionnels et locaux, comme en témoignent les discussions, les entretiens avec les agents d'ONG et les paysans, ainsi que les rapports d'évaluation des projets. Par exemple, le Projet TERRIA⁵, mis en œuvre par le GRET⁶ en partenariat avec la FONGS⁷, pour appuyer l'intensification agroécologique des territoires ruraux avec les organisations paysannes Jig Jam⁸ et la FEGPAB⁹, ne vise pas seulement la durabilité environnementale. Il inclut également des objectifs sociaux, tels que la réappropriation des savoirs traditionnels (valeurs humaines et sociales, production et partage de connaissances, culture et traditions alimentaires) (Levard, Bertrand et Masse, 2019).

Pour autant les chercheurs en agroécologie ne manquent pas de sensibilités aux réalités sociales et culturelles des communautés paysannes, dans la mesure où ils intègrent une approche transdisciplinaire dans leurs travaux de recherche. Selon des acteurs interrogés, les ONG de développement disent comprendre également que l'efficacité des pratiques agricoles durables dépend non seulement de leur acceptation et de leur adoption par les communautés locales, mais également de la prise en considération des savoirs traditionnels.

Savoirs locaux en agroécologie : une importance soulignée par des enquêtes

Nos enquêtes de terrain révèlent que les ONG engagées dans le développement agricole accordent une grande importance aux savoirs des communautés en matière d'agroécologie et

5. Le projet TERRIA (2017-2020), financé par l'Agence Française de Développement (AFD) à hauteur de 680 000 €, avait pour objectif de soutenir la sécurisation de l'accès à la Terre pour une Intensification Agroécologique dans les Territoires Ruraux du Sénégal, en particulier dans les départements de Mbour et Diourbel.

6. GRET : Groupe de Recherche et d'Échanges Technologiques.

7. FONGS : Fédération des Organisations Non-Gouvernementales du Sénégal.

8. Jig Jam en wolof signifie littéralement « semer la paix ».

9. FEGPAB : Fédération des Groupements Associés des Paysans de Baol (Sénégal).

en agriculture d'une manière générale. Cette attention découle souvent de la reconnaissance des multiples interrelations entre l'agriculture, les communautés locales et l'environnement.

Les institutions de recherche, quant à elles, reconnaissent que les décisions doivent émaner des communautés elles-mêmes, car cette approche favorise une meilleure prise en compte des besoins locaux. Certains acteurs estiment que l'imposition de solutions externes ne correspond pas toujours aux véritables défis rencontrés sur le terrain. En adoptant une approche Living-lab, le Cirad et ses partenaires mettent en avant l'importance de la collaboration avec les communautés pour identifier les problèmes réels et concevoir des solutions adaptées. Cette démarche permet de valoriser l'expertise locale et de favoriser un développement plus durable et inclusif.

Pour le Projet Santés & Territoires¹⁰, cette approche permet aux participants d'accroître leur capacité d'action en mutualisant leurs ressources, en partageant leurs connaissances et en collaborant autour d'objectifs communs. Ainsi, le living-lab, instauré pour renforcer l'implication des acteurs concernés, est décrit dans l'un des documents de référence du projet (Binot, 2022) comme un :

« Lieu d'expérimentation : un espace social et institutionnel où les citoyens sont des acteurs clés des processus de recherche et d'innovation ».

La démarche participative implique une mise en réseau complexe d'institutions et d'acteurs provenant d'une diversité de domaines, comprenant des universités, des entités publiques, des entreprises privées et des citoyens engagés. Moussa, un agropasteur et riziculteur, en témoigne :

« Dans notre village, les chercheurs et les responsables de projet nous demandent toujours ce que nous savons déjà sur la terre et les cultures. Par exemple, ils ont utilisé nos techniques traditionnelles pour conserver l'eau pendant la saison sèche. C'est comme si nos idées comptaient autant que leurs connaissances scientifiques. Cela nous donne le sentiment d'être écoutés et impliqués dans les décisions qui concernent notre travail. »

Au Sénégal, d'après les rapports des projets Santés & Territoires et TERRIA, ces programmes agroécologiques émergent de « manière constructive » à partir des « aspirations des communautés locales », combinées avec les connaissances scientifiques en agriculture. Par exemple dans ses directives, le Projet Santés & Territoires dit adopter une « approche intégrée » qui découle de la reconnaissance croissante des défis auxquels sont confrontées les

10. Le projet Santés-Territoires (2021-2026), financé par l'Union Européenne (4M euros) et l'Agence Française de Développement (2M euros), vise à améliorer la santé globale (humaine, animale, environnementale et territoriale) dans plusieurs zones pilotes en Afrique de l'Ouest et en Asie du Sud-Est. Au Sénégal, il se concentre sur le lac de Guiers, en explorant les interactions entre les systèmes agricoles, halieutiques et écologiques.

communautés rurales, notamment la dégradation des sols, la diminution de la biodiversité, la vulnérabilité aux changements climatiques et la précarité alimentaire.

Selon les rapports consultés, les connaissances scientifiques en agriculture offrent une base solide ainsi que des outils techniques pour soutenir les pratiques agroécologiques. Les chercheurs, agronomes et spécialistes de l'environnement déclarent travailler en collaboration avec les communautés locales pour développer des solutions adaptées aux contextes spécifiques, en intégrant les principes de résilience face aux chocs environnementaux.

À ce titre, dans son rapport de pré-diagnostic et de perspectives pour un Living Lab (Belmin et al., 2022), le Projet Santé & Territoires met l'accent sur la participation communautaire :

« Nous proposons la création d'un ou plusieurs Living Labs dédiés à la compréhension et à l'action sur le continuum pratiques-plantes-sols-eaux, afin de promouvoir une approche intégrée des santés végétale, animale, humaine et environnementale. Ces Living Labs accueilleront des activités telles que le diagnostic participatif, la co-conception d'innovations à plusieurs échelles (parcelle, exploitation, territoire), des expérimentations systémiques et des suivis-évaluations. Ils constitueront des espaces d'apprentissage collectif et de transformation sociotechnique, conçus pour impulser une véritable transition agroécologique ».

Selon nos enquêtes, la fusion des savoirs ancestraux avec les connaissances scientifiques en agroécologie permet l'émergence de pratiques agricoles à la fois innovantes et durables. Cette approche, centrée sur les besoins locaux, renforce la résilience des communautés face aux défis environnementaux et socio-économiques contemporains. Fatou, une agricultrice et Présidente d'un GIE de femmes à Fatick affirme :

« J'ai partagé avec les chercheurs comment nous utilisons certaines plantes pour protéger nos champs sans produits chimiques. Ils ont intégré cela dans leur projet et ont même dit que nos pratiques peuvent être un modèle pour d'autres régions. Maintenant, nous participons aux réunions où on décide des prochaines étapes. Cela montre qu'ils respectent nos savoirs et que nous faisons partie du processus. »

Manifestation de l'intégration des savoirs locaux en agroécologie

Pour les acteurs, la diversité des pratiques paysannes pour une agriculture écologique constitue un atout dans le partage et la diffusion des connaissances. Les affirmations de Laye, un coordonnateur de l'ONG Enda Pronat dans la zone nord, en témoignent :

« Les connaissances agroécologiques diffèrent d'une localité à une autre. Par exemple, si vous prenez la vallée du fleuve Sénégal, il y a des paysans qui ont une connaissance sur la fabrication des engrains foliaires avec l'utilisation de l'urine de vache. Si vous prenez la zone du Sine-Saloum, dans le département de Kaolack par exemple ou bien à Fatick, les cultures les plus cultivées sont l'arachide et le mil. Souvent, dans cette zone, les paysans utilisent le fumier provenant d'animaux tels que les vaches, les chèvres et les moutons, ainsi que le compostage des déchets organiques comme les feuilles mortes, les résidus de culture et les déchets de cuisine. »

D'après les rapports de la DyTAES, un atelier national de partage de connaissances des acteurs sénégalais de l'agroécologie s'est tenu les 23 et 24 novembre 2020 au Lac Rose. Cette rencontre, organisée dans le cadre du projet Avaclim, a réuni plus de 47 participants venus de tout le pays. Lors de cet atelier national, organisé par Enda Pronat, partenaire de mise en œuvre d'Avaclim au Sénégal, les participants, incluant le comité de pilotage de la DyTAES, structure regroupant l'essentiel des acteurs impliqués dans l'agroécologie au Sénégal, ont partagé leurs expériences et analysé les besoins communs.

Selon Laye, coordonnateur de l'ONG Enda Pronat dans la zone nord, ce programme de partenariat multi-acteurs qui finance les activités des DyTAEL¹¹ a permis la tenue des visites d'échange entre des groupes de producteurs et le partage d'un certain nombre de leurs expériences comme la technologie actuelle sur l'utilisation de la solarisation sur les systèmes d'irrigation. Le cas des Journées AgroÉcologiques en février 2023 en est une illustration alors que la DyTAES a pu faire des caravanes dans quelques régions du Sénégal et des paysans ont pu faire des voyages dans différentes zones pour partager leurs expériences, voire transférer les compétences. Les Journées AgroÉcologiques (JAE) se sont déroulées du 6 au 13 février 2023 dans diverses régions, puis les 14 et 15 février 2023 à Dakar. Ces événements ont rassemblé plus de 400 participants issus d'une variété d'organisations telles que des Organisations paysannes, des Organisations de la Société Civile, des institutions de recherche, des ministères sénégalais et burkinabés, ainsi que des partenaires techniques et financiers, provenant de pays de la sous-région ouest-africaine, de France et du Canada (Enda Pronat, 2023). Selon Habsatou, une responsable de la question du genre à Enda Pronat :

« L'idée c'est de regrouper toutes les connaissances agroécologiques en un seul document, et qu'on puisse aussi les traduire en langues locales, pour que en fait ces connaissances ne soient pas accessibles uniquement aux chercheurs ou bien ceux qui ont un niveau d'études élevé. Mais que cela puisse être accessible à tous nos producteurs eux-mêmes. Un des objectifs de notre projet est d'identifier les pratiques endogènes enregistrées dans chacune des localités. »

11. Dynamique pour une Transition Agroécologique au niveau Local.

Serge, responsable de projet de transition agroécologie au Cirad, précise :

« Pour mieux mettre en valeur les connaissances endogènes [...] Pourquoi ne pas travailler avec des laboratoires de recherche pour documenter, par exemple, les méthodes utilisées pour éviter certaines maladies dans le champ ou les techniques de désherbage ? Cela nous permettrait d'évaluer scientifiquement leur applicabilité sur le terrain de l'agroécologie, qui est en constante évolution. »

La justice épistémique : un principe fondamental des projets agroécologiques au Sénégal

Bien que le principe de « justice épistémique » (Damus, 2024) ait été pendant longtemps ignoré lors de la mise en place de projets agricoles (Ndiaye, 2021 ; Daré et Ba, 2023), les résultats ont révélé que les projets agroécologiques étudiés l'intègrent dans leur approche du développement agricole auprès des communautés paysannes, en adoptant des principes fondés sur la reconnaissance et la participation de toutes les parties prenantes. Des exemples tels que le Projet Santés & Territoires et les initiatives des ONG, comme le Projet Terria, illustrent parfaitement cette démarche. L'objectif de tels projets est de reconnaître les réalités locales et d'intégrer des connaissances endogènes dans la promotion de l'agroécologie. Outre le besoin de reconnaissance souligné par les agriculteurs, certains principes de l'agroécologie comme la promotion de la régénération des sols, la conservation de l'eau et la préservation de la biodiversité, sont largement partagés par les communautés paysannes car ils permettent de répondre à leurs besoins.

Pour assurer le succès d'un projet écologique, les participants soulignent l'importance de favoriser l'inclusion sociale et de répondre aux besoins collectifs des communautés impliquées, en tenant compte des savoirs endogènes et des réalités sociales. Dans les documents de référence des projets consultés, un accent a été mis sur « l'autonomisation des communautés agricoles », la promotion de « l'équité » et de la « justice sociale », ainsi que la revitalisation des savoirs traditionnels et locaux. Cette approche de justice sociale passe par la justice procédurale, qui intègre la transdisciplinarité et la représentation de toutes les parties concernées et vise à favoriser une participation collective dans le processus décisionnel (Fraser, 2005). En tenant compte des connaissances agroécologiques des communautés, cela contribue à renforcer l'acceptabilité des décisions prises par les membres de ces communautés. Cette approche encourage également l'adoption de nouvelles pratiques agricoles en offrant aux communautés une voix dans le processus décisionnel et en reconnaissant la valeur de leur expertise locale (Rosset et al., 2014). Ainsi, ce principe d'équité procédurale confère aux agriculteurs et agricultrices, un statut actif dans les processus décisionnels, favorisant ainsi leur implication et leur engagement dans l'action collective (Lacey, 2015).

Au regard des discours des acteurs et des documents de référence des projets, les composantes fondamentales de la justice épistémique, à savoir la considération, le partage et la co-construction, ont été identifiées. De plus, plusieurs études sur la justice environnementale ont montré qu'elle est liée à la justice procédurale (Adger et al., 2006 ; Godrie et Dos Santos, 2017 ; Godrie et al., 2020 ; Daré et Ba, 2023). Cette démarche collaborative va de pair avec la justice environnementale : « sans des procédures de décision équitables, des résultats justes ne seront jamais qu'une coïncidence » (Adger et al., 2006). Sovacool et Dworkin (2015) identifient cinq critères liés à cette justice, à savoir l'accès à l'information, l'accès au processus décisionnel, la participation significative des parties prenantes à la prise de décision, l'impartialité des décideurs et l'accès aux procédures administratives. Ce dialogue entre acteurs vise à garantir une gouvernance efficace et équitable dans les projets agroécologiques, en promouvant la transparence, la participation démocratique, et en tenant compte des besoins et des perspectives de toutes les parties prenantes (Côté, 2014). Cela favorise un processus décisionnel transparent, inclusif et équitable, contribuant ainsi à promouvoir la justice procédurale dans la gestion des ressources (Seck et al., 2021).

D'après les intervenants et les rapports des projets « Santés & Territoires », TERRIA et ceux d'Enda Pronat, les acteurs ont élaboré des dispositifs et des méthodologies exigeant le déploiement d'une approche transdisciplinaire. Cela a entraîné la mise en place d'un système de gouvernance partagée pour faciliter la transition agroécologique et gérer de manière durable les services écosystémiques. Les problèmes environnementaux sont co-déterminés et les solutions co-élaborées avec l'ensemble des acteurs concernés au sein d'une plate-forme multi-acteurs avec de véritables consultations, voire d'implications communautaires.

Dans le cadre de ce projet Santés & Territoires, le living-lab facilite « le partage des expériences et des savoirs et la création de connaissances communes particulièrement adaptées au contexte local » (Audouin et al., 2018, 343). Il modélise les interactions entre les acteurs impliqués dans un système socio-écologique afin de mieux comprendre les dynamiques sociales et écologiques du territoire. Ce dispositif vise à améliorer les processus de partage des connaissances et des résultats de recherche entre les différentes parties prenantes, en favorisant la co-construction des connaissances et la prise de décision participative pour favoriser l'émergence de solutions innovantes et durables aux défis socio-environnementaux (Daré et Ba. 2023). Cette démocratie participative dépasse largement un simple processus de consultation en renforçant la justice sociale et en favorisant l'engagement des acteurs, tant en termes de motivation que d'implication, dans la conception et la mise en œuvre d'un projet. Elle englobe la reconnaissance, l'inclusion, la représentation et la participation à la prise de décision (Fraser, 2005).

Les résultats de recherche indiquent que l'intégration des savoirs locaux dans la mise en œuvre des projets agroécologiques repose sur le principe d'équité et d'intersectionnalité, qui permet à tous de participer en tant que pairs et vise à déconstruire les mécanismes de domination et les relations de pouvoir entre les différents types de connaissances. Les entretiens réalisés ont révélé que, bien que longtemps considérés comme de simples opinions subjectives, les savoirs locaux des communautés doivent être reconnus et associés à la gestion des services écosystémiques et les processus décisionnels. En ce sens, le participant Serge admet que les savoirs locaux constituent des ressources à exploiter, offrant la possibilité de sélectionner ceux qui sont utiles, pouvant servir, par exemple, de pistes de réflexion aux chercheurs pour préserver la biodiversité et s'adapter aux changements climatiques. De plus, Ndiaye (2021) souligne que « les savoirs endogènes, ancrés dans les us et coutumes, sont le produit d'un long processus d'observation et de constats récurrents portant sur des faits et qui ont déjà fait leurs preuves ».

D'après des recherches, surmonter l'injustice épistémique implique de lever des obstacles institutionnels et sociaux qui empêchent certaines personnes de participer au même titre que les autres (Ndiaye, 2021), en tant qu'acteurs impliqués dans la réduction de l'empreinte écologique de l'agriculture (Bottazi *et al.*, 2023 ; Daré et Ba, 2023).

Au-delà du principe de justice épistémique, certains auteurs soulignent qu'il est essentiel d'assurer un libre accès à l'information, de faciliter la prise de parole en garantissant un traitement équitable de toutes les parties prenantes, et de prendre en compte les préoccupations des acteurs locaux afin de réduire les incertitudes grâce à de nouvelles informations sur la question (Daré et Ba, 2023). Ces principes de justice exigent non seulement la mobilisation et le partage des connaissances (Lacey, 2015), comme le révèlent nos résultats de recherche, mais aussi la coexistence de plusieurs régimes de vérité, contredisant ainsi l'idée selon laquelle seuls les savoirs scientifiques sont valides (Rosset *et al.*, 2014). Par conséquent, il est recommandé de promouvoir le dialogue entre les diverses formes de connaissances agricoles issues des communautés paysannes et la science agronomique (Côté, 2014 ; Compagnone *et al.*, 2018). Ce partage de connaissances entre les chercheurs, les agents des ONG et les représentants d'organismes communautaires, dont les voix sont souvent marginalisées, est essentiel pour promouvoir la justice épistémique.

Conclusion

Les pratiques agroécologiques, telles que révélées par les données de terrain, ne se limitent pas aux savoirs scientifiques contemporains : elles s'appuient également sur des pratiques traditionnelles et des savoirs locaux. En effet, la mise en place de projets dédiés à la promotion de l'agroécologie, facilitant l'apprentissage des méthodes agricoles respectueuses de

l'environnement, a permis de créer des espaces où les agriculteurs partagent leurs expériences et revendentquent leur expertise. Cette participation communautaire dépasse la simple implication de bénéficiaires passifs : elle transforme ces derniers en acteurs actifs du changement, intégrant les réalités sociales du terrain (Berr et Diemer, 2016) et évitant ainsi les tensions locales ou les innovations inadaptées (Chuji *et al.*, 2022). Autrement dit, la participation communautaire en matière de gouvernance permet une prise de décision cohérente et alignée avec les besoins des acteurs locaux.

Cette co-construction de l'agroécologie constitue un modèle de développement durable, ancré dans le respect des savoirs multiples et des spécificités territoriales. Au regard de ces avancées, il ne s'agit plus seulement de reconnaître la place des savoirs endogènes dans les processus décisionnels, mais de revendiquer leur pluralité (technique, socioculturelle, etc.) dans la définition même de l'agroécologie du Sud. Toutefois, comme le soulignent Ndiaye (2021) ainsi que Daré et Ba (2023), une approche idéalisée pourrait considérer tous les savoirs comme équivalents. Le défi ne consiste plus alors à se demander qui est légitime, ou non, pour porter un discours sur les services écosystémiques, mais plutôt à identifier les types de savoirs que détiennent ces communautés paysannes et à déterminer dans quelles conditions elles peuvent exprimer et partager ces savoirs.

Références

- Adger, W. N., et al., (2006). Toward Justice in Adaptation to Climate Change. In Adger, W.N., Paavola, J., Huq, S., Mace, M. J. (co-dir.) *Fairness in Adaptation to Climate Change*. Cambridge : MIT Press
- Altieri, M. A. and Nicholls, C. I. (2020). Agroecology and the reconstruction of a post-COVID-19 agriculture. *The Journal of Peasant Studies*, 47:5, <https://doi.org/10.1080/03066150.2020.1782891>
- Audouin, É., et al., (2018). Identification de voies d'amélioration de la fertilité des sols par atelier participatif, In Delaunay, V. et al., *Niakhar, mémoires et perspectives : Recherches pluridisciplinaires sur le changement en Afrique*. Paris : L'Harmattan. <https://doi.org/10.4000/books.irdeditions.31277>.
- Ba, A., Daré, W. et al., (2023). Logiques distributives des ressources dans la cuvette de Guédé au Sénégal, in William's Daré and Alpha Ba (eds.), *Justice environnementale dans les espaces ruraux en Afrique* (Versailles : Quae).
- Bazin, D. (2019). *Justice environnementale. Vers de nouvelles injustices sociales*. Paris : L'Harmattan.
- Belmin, R, et al., (2022). Systèmes agricoles et halieutiques du lac de Guiers, Sénégal : Pré-diagnostic et perspectives pour un Living Lab, Santés territoires, Lab - Dakar, Cirad.
- Berr, É., et Diemer, A. (2016). *De l'écodéveloppement au Buen Vivir, ou comment replacer les savoirs locaux au cœur des processus de coopération décentralisée dans les pays du Sud. Mondes en développement*, 2016/3 (n° 175).
- Binot, A. (2022). Santés Territoires : Un regard innovant sur la santé des socio-écosystèmes et la transition agroécologique. Colloque One Health, Cirad ASTRE, Maison des Sciences de l'Homme.
- Bottazzi, B., Marfurt, F. and Haller, T. (2023). Participatory guarantee systems in Senegal : shifting labour dynamics in agroecology. *The Journal of Peasant Studies*. <https://doi.org/10.1080/03066150.2023.2246384>
- Bottazzi, P. and Volken, S. (2024). Sustainable farm work in agroecology: how do systemic factors matter? *Agriculture and Human Values*. <https://link.springer.com/article/10.1007/s10460-024-10539-6>.
- Calvès, A.-E. (2009). « Empowerment » : généalogie d'un concept clé du discours contemporain sur le développement, *Revue Tiers Monde*.
- Chiffolleau, Y., et Paturel, D. (2018). L'innovation sociale par les circuits courts alimentaires : entre réseaux et individualités. Dans *Innovation et développement dans les systèmes agricoles et alimentaires*. Versailles : Éditions Quæ. ISBN 978-2-7592-3026-6. <https://books.openedition.org/quae/25226?lang=fr>

- Chuji, M., Rengifo, G., et Gudynas, E. (2022). « *Buen vivir* ». In Kothari *et al.*, Plurivers. *Un dictionnaire du post-développement*, Les Bruyères, Wildproject.
- Cotelette, P. (2009). John Rawls, La justice comme équité. Une reformulation de Théorie de la justice. *Lectures*, <http://journals.openedition.org/lectures/716>
- Compagnone, C., Lamine, C., et Dupré, L., (2018). *La production et la circulation des connaissances en agriculture interrogées par l'agroécologie : de l'ancien et du nouveau*. <https://journals.openedition.org/rac/767>
- Cordeiro, E. F. (2021). Les enjeux sociopolitiques de l'agroécologie dans un contexte marqué par des acteurs internationaux : le cas du Sénégal. Thèse de Doctorat en sciences de l'environnement. Université du Québec à Montréal.
- Côté, C. (2014). Semer les graines de l'agroécologie à l'échelle de l'Afrique, Est-ce possible ? Maîtrise en Environnement, Université de Sherbrooke.
- Damus, O. (2020). Les futurs de l'éducation au carrefour des épistémologies du Nord et du Sud. Document commandé pour le rapport de l'UNESCO, *Les futurs de l'éducation*. Paris : UNESCO.
- Damus, O. (2024). *Regenerative and restorative pedagogy: The foundation of a new contract for cognitive justice*. UNESCO-Prospects. <https://doi.org/10.1007/s11125-024-09683-y>.
- Danano, D. (2008). *Soil and Water Conservation Practices for Sustainable Land Management in Ethiopia*. Ethiocat.
- Daré, W., et Ba, A. (2023). *Justice environnementale dans les espaces ruraux en Afrique*. Versailles : Quæ.
- Delcourt, L. (2014). Agroécologie : Enjeux et perspectives. *Alternatives Sud*, Syllèphe.
- Enda Pronat. (2023). « Journées AgroÉcologiques 2023 ». <https://endapronat.org/journees-de-lagroecologie-2023/>
- FAO (2013). La Via Campesina and Agroecology. <https://www.fao.org/agroecology/database/detail/fr/c/893014/>
- Faris, A., et al., (2021). La politique de la connaissance : Comprendre les données probantes en faveur de l'agroécologie, des approches régénératives et des pratiques alimentaires autochtones, *Global Alliance for the Future of Food*.
- Fraser, N., (2005). Qu'est-ce que la justice sociale ? *Reconnaissance et redistribution*. Paris : La Découverte.
- Fricker, M., (2007). *Epistemic Injustice: Power and the Ethics of Knowing*. Oxford University Press. <https://doi.org/10.1093/acprof:oso/9780198237907.001.0001>.

Galimberti, D., (2021). Les enquêtes par entretien à l'épreuve de la distanciation. Presses Universitaires de Grenoble, <https://doi.org/10.3917/pug.galim.2021.01>.

Gning, S. B. et Sène. M. T. D. (2022). Agroécologie et genre : une perspective innovante de l'émancipation féminine au Sénégal », pages 272 – 300, in Zogning, F. et al., (éds) *L'innovation sociale dans l'espace francophone : Politiques, pratiques et outils*, JFD.

Godrie, B et Dos Santos, M. (2017), Inégalités sociales, production des savoirs et de l'ignorance, *Sociologie et sociétés*, vol. XLIX, n°. 1, pp. 7–31. <https://doi.org/10.7202/1042804ar>.

Godrie, B. et al., (2020). Injustices épistémiques et recherche participative : un agenda de recherche à la croisée de l'université et des communautés. *Gateways: International Journal of Community Research and Engagement*, 13 (1).

Hardin, G. (1968). The tragedy of the commons, *Science* 162(3859), 1243-1248.

Jolin, Z. B. (2015). Le développement de l'agroécologie au Québec : redéfinir les paradigmes agricoles. Mémoire de maîtrise en environnement et développement durable, Université de Sherbrooke.

La Vía Campesina (1996). *Déclaration sur la souveraineté alimentaire*. Présentée lors du Sommet mondial de l'alimentation à Rome. <https://viacampesina.org>.

Lacey, H. (2015). Agroécologie : la science et les valeurs de la justice sociale, de la démocratie et de la durabilité (M. Lefèvre, Trad.). *Écologie & politique*, 2015/2 (N° 51).

Levard L., Bertrand M., Masse P. (dir.) (2019). Mémento pour l'évaluation de l'agroécologie : méthodes pour évaluer ses effets et les conditions de son développement, GTAE/AgroParisTech/Cirad/IRD.

Lévy-Guillain, R., Sponton, A., et Wicky, L., (2022). L'intime au bout du fil. Enjeux méthodologiques de l'entretien biographique à distance, *Revue française de sociologie* 2 (Vol. 63).

Nations Unies (2015). 17 objectifs pour sauver le monde. <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/objectifs-de-developpement-durable/>

Ndiaye, S. (2021). Décolonialité des savoirs endogènes africains et pluriversalisme. *Les Cahiers de l'ACAREF, tome 1*

Perrin, J.-F. (2011). Une théorie pour moins d'injustices. *Droit et Société*, (78), 487-496.

Petersen, P. (2009). Agricultura familiar camponesa na construção do future. *Revista Agriculturas: experiências em agroecologia*, edição especial. ASPTA – Agricultura Familiar e Agroecologia, Questão Agrária e Agroecologia. <http://bibliotecadigital.abong.org.br/11465/373>.

- Prévost, H. Silveira, G. G. et al., (2014). Il n'y aura pas d'agroécologie sans féminisme : l'expérience brésilienne, dans *Pour* 2014/2 (N° 222), GREP.
- Richelle, L. et al., (2018). Entre sciences des sols et savoir-faire paysans : faire dialoguer les formes de connaissance pour améliorer de la santé des sols cultivés. <https://scienceetbiencommun.pressbooks.pub/luciditessubversives/chapter/>.
- Rosset, P. M., and Martínez-Torres. M. E., (2012). Rural social movements and agroecology: context, theory, and process. *Ecology and Society* 17(3).
- Rosset, P. M., et Martinez-Torres, M. E., (2014). Mouvements sociaux ruraux, « dialogues des savoirs » et agroécologie . Dans Delcourt, L., *Agroécologie : enjeux et perspectives, Alternatives Sud, Volume 21/3, Points de vue du Sud.*
- Sarr, S. M., (2021). L'Afrique aussi et encore réifiée à partir de l'environnement. NAAJ. Revue africaine sur les changements climatiques et les énergies renouvelables, 2(1), <https://dx.doi.org/10.46711/naaj.2021.2.1.7>
- Seck, S. M., Bottazzi, P., Boillat, S., et Marfurt, F., (2021). « Climate change adaptation through agroecology in Senegal: Enhanced farmworkers' autonomy or new forms of vertical labour control? » In “Climate Change in the Global Workplace” (1st Edition). Routledge.
- Seibert, I. G., Sayeed A. T., Georgieva, Z., et Guerra, A. (2019). L'agroécologie n'existe pas sans le féminisme. *Via Campesina*, 11.
- Simon, M. (2021). *Comment et dans quelle mesure l'agroécologie peut-elle contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre en Afrique de l'Ouest ? Perception d'acteurs locaux du Bénin et du Burkina-Faso.* Louvain School of Management.
- Sovacool, B. K., et Dworkin, M. H. (2015). Energy Justice: Conceptual Insights and Practical Applications. *Applied Energy*, 142. <https://doi.org/10.1016/j.apenergy.2015.01.002>.
- Sylvestre, R. (2023). L'agriculture comme projet de société : Les obstacles à une transition agroécologique juste au Québec. Mémoire en géographie, Université de Montréal.
- Tawil, S. (2022). Transformer les connaissances pour un avenir juste et durable. Laboratoire d'idées sur les futurs de l'éducation de l'Unesco. <https://www.unesco.org/fr/articles/transformer-les-connaissances-pour-un-avenir-juste-et-durable>
- Thiam, A. B. (2024). Les dimensions sociales des projets agroécologiques en agriculture au Sénégal : le point de vue des acteurs de terrain. Mémoire en Environnement et Développement Durable, Option; Enjeux sociaux et de gouvernance, Université de Montréal.

Touzard, J. M. (2018). L'innovation agricole et agroalimentaire au XXI^e siècle : maintien, effacement ou renouvellement de ses spécificités ? Dans G. Faure, Y. Chiffolleau, F. Goulet, L. Temple, et J.-M. Touzard (Éds.), Innovation et développement dans les systèmes agricoles et alimentaires. Versailles : Quæ.

Verdeaux, F., Hall, I., et Moizo, B. (2019). Savoirs locaux en situation : Retour sur une notion plurielle et dynamique. Quæ, IRD, NSS, Collection Indisciplines. <https://books.openedition.org/quae/26213>.